

ÉDITORIAL PAR DOMINIQUE SEUX

Les comptes publics, la faillite et la volonté

En France, terre du verbe et de la littérature, les mots pèsent plus lourd qu'ailleurs. Il en est même qui provoquent le scandale sitôt prononcés. Ose-t-on s'avouer libéral ? C'est l'ultralibéral naturellement sans cœur et sans raison que l'on accuse en vous. Jugez-vous la concurrence plutôt efficace ? C'est presque une insulte, comme l'ont montré les débats au moment du référendum européen il y a deux ans. Prononcez-vous, comme le ministre de l'Économie, Christine Lagarde, le mot « rigueur », dont « Le Robert » explique benoîtement que c'est le contraire du laxisme ? Chacun crie à la provocation. Le terme de faillite utilisé vendredi par François Fillon – deuxième mise au point après celle sur les régimes spéciaux – pour décrire la situation financière de la France est bien sûr abusif. L'Hexagone n'est pas l'Argentine, les fonctionnaires de l'État sont payés, ses fournisseurs aussi, les dépenses de santé sont remboursées et les pensions de retraite versées. D'autres pays acceptent d'ailleurs une situation de leurs comptes publics plus dégradée que la nôtre. Du point de vue de la majorité, la formule n'est pas non plus très adroite puisqu'elle permet à l'opposition de rappeler que la droite tient les rênes depuis 2002... Mais elle est juste si, par là, l'on entend la faillite de la volonté d'agir. La semaine qui s'ouvre en apportera une fois de plus la preuve : notre pays vit au-dessus de ses moyens et ne manifeste qu'un désir modéré de redresser la barre. Annoncé aujourd'hui, le déficit de la Sécurité sociale s'élèvera cette année encore

à 12 milliards d'euros (9 milliards attendus l'an prochain). Mercredi, le projet de budget de l'État pour 2008 présentera un écart de plus de 40 milliards entre les recettes et les dépenses, sans amélioration réelle par rapport à l'exercice précédent. A ce niveau, le coût annuel pour le contribuable de la dette publique ponctionne les deux tiers de l'impôt sur le revenu. Alors que l'Allemagne prévoit l'équilibre de ses comptes publics l'an prochain pour la première fois depuis la réunification, la France espère seulement limiter son déficit à 2,3 % du PIB. Cet atypisme n'est pas étonnant : elle a depuis cette année les dépenses publiques les plus élevées de l'Union à vingt-sept, plus même que les pays scandinaves ! Si l'économie ralentit, tout sera naturellement plus compliqué et les mesures fiscales de cet été (une dizaine de milliards d'euros) apparaîtront bien coûteuses. Ces dernières années, les gouvernements successifs ont toujours eu le même discours : reprenez les vraies réformes génèrent les économies, un peu de temps est donc nécessaire. Le problème, c'est qu'elles ont été toujours repoussées. Nicolas Sarkozy, à son tour, a lancé une très ambitieuse « Revue générale des politiques publiques » dont des effets sont promis en 2009. Il faut espérer qu'il en sera fait un meilleur usage que celui des 150 audits approfondis lancés par Bercy en 2005 après la publication du rapport Pébereau et passés depuis à la trappe. Pour, enfin, passer du verbe à l'acte.

Lire nos informations pages 2 et 3.

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Crise du crédit et récession

Les marchés financiers attendaient un quart de point mais priaient avec ferveur pour un demi-point. Ce fut un demi-point. « Le monde est-il sauvé pour autant ? », s'interroge « The Economist » à propos de la baisse des taux directeurs décriée la semaine dernière par la Réserve fédérale américaine. Pour le magazine, le geste du patron de la Fed, Ben Bernanke, est plus marqué par la crainte que par l'espoir. La dégringolade de l'immobilier américain devrait plonger le secteur dans sa plus grave crise depuis la récession de 1991. Mais finalement, cette crise américaine aura probablement moins d'impact sur les Européens que les précédentes, estime l'hebdomadaire. Les ventes vers l'Amérique ne représentent plus que 3 % du PIB de la zone euro.

Non, la vraie source d'inquiétude ne vient pas forcément des États-Unis, mais de la frilosité à venir des banques

concernant le crédit. Le prix du risque a trop longtemps été sous-estimé. « Les banques ont du travail pour estimer les dégâts causés par des années de crédit facile et de gavage par des produits financiers complexes », affirme « The Economist » qui se garde pourtant de jeter aux orties l'innovation financière de ces dernières années. Mais un cycle s'achève. Désormais, « beaucoup de gens et d'entreprises devront payer plus cher pour emprunter ou ne pourront plus emprunter du tout », écrit le journal. D'autant que les banques centrales ne vont pas oublier les risques inflationnistes.

Au final, le magazine britannique s'interroge sur les réelles motivations du patron de la Fed quand il a baissé les taux aussi drastiquement. Perfidement, il espère que Ben Bernanke a agi de la sorte « parce qu'il voyait un avenir sombre. La crainte serait qu'il ait fait ça parce qu'il est difficile pour un banquier central de dire non ».

L'ANALYSE DE PHILIPPE ESCANDE

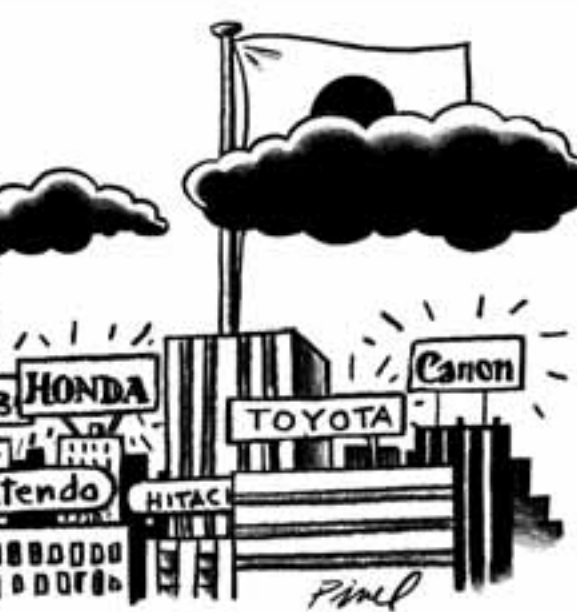
Japon : le sortilège d'Izanagi

Le Japon, c'est connu, vieillit à vitesse accélérée. Son Premier ministre lui-même a pris plus de quinze ans en une semaine. Au jeune mais décevant Shinzo Abe va succéder demain un senior de soixante et onze ans, Yasuo Fukuda. Même si la classe politique n'est pas le moteur fondamental de la société japonaise, on pouvait rêver mieux comme symbole de renouveau. Cette passation de pouvoirs surprise, qui a vu le tenant du titre démissionner d'un coup, sans prévenir personne, victime d'un stress trop intense, puis être remplacé au sein de son parti par un senior placide qui a su évincer de petits jeunes trop ambitieux, porte la marque d'un pays inquiet, qui aspire au changement mais le redoute tout autant. Bref, le Japon déprime.

Ce sortilège qui frappe le Japon depuis une quinzaine d'années a peut-être été envoyé par le premier de ces innombrables dieux qui se bousculent dans le panthéon shintoïste : Izanagi. C'est lui qui a donné naissance, entre autres, à l'archipel nippon, en plongeant sa gigantesque hallebarde dans l'océan et en l'agitant fortement. Les gouttes ont formé les îles. Mais c'est aussi lui qui, se disputant avec sa compagne, a créé le cycle de la vie et de la mort. Croissance et déclin.

On a donné le nom d'Izanagi au miracle japonais. Au cours de cette période exceptionnelle qui a vu le pays passer en moins de dix ans, à partir du milieu des années 1960, du statut de nation en développement au fait de la guerre, à celui de deuxième puissance économique de la planète. Durant cinquante-sept mois consécutifs, la croissance y aura dépassé les 10 % par an. La seule limite semblait le ciel pour tout un pays qui se voyait déjà maître du monde, rachetait les plus beaux buildings de New York et mettait la main sur les studios de Hollywood. La crise financière et immobilière des années 1990 allait mettre brutalement fin à ce rêve, plongeant le pays, miné par la déflation, dans une sorte d'abatement interminable.

La sortie du cauchemar s'est opérée à partir de 2002. La croissance est repartie, mais à bien plus petite vitesse. Une hausse de 2 à 2,5 % par an, masquée en grande partie par une déflation tenace. Izanagi en version fatiguée. Le Japon est reparti de l'avant, mais pas les Japonais. Alors que les profits des grandes entreprises se redressaient fortement, les salaires, eux, ont stagné, quand ils n'ont pas régressé. Résultat : la société japonaise, si fière de son égalitarisme, conquis durant le boom de l'après-guerre, se trouve désormais confrontée à une hausse vertigineuse de l'emploi précaire, qui représente plus de 30 % du total, avec des salaires inférieurs de 50 % à ceux des travailleurs réguliers. La consommation



stagne, et le gouvernement a épuisé toutes ses munitions en quinze ans d'investissement dans les grands travaux pour maintenir l'activité. La dette du pays atteint 180 % du PIB, ce qui devrait le pousser à augmenter sa TVA, actuellement de 5 %. Pas formidable pour relancer la consommation ! Du coup, les PME et le large secteur des services ne parviennent pas à sortir du marasme.

Tout se passe donc comme s'il y avait deux Japon. Un conquérant pour l'extérieur, à l'image de Toyota, devenu cette année le premier constructeur automobile mondial, et un de l'intérieur, souffrant en silence, replié sur lui-même, peinant à s'adapter à la nouvelle donne de la mondialisation.

« Le Japon a de bonnes raisons de déprimer. Mais franchement, en a-t-il plus que nous ? »

Car cette gueule de bois économique se double d'une crise identitaire. Autrefois perle solitaire de l'Asie extrême, le pays a eu le sentiment d'être jugé démodé par l'émergence de la Chine, et même de la Corée, qui lui ont ravi la palme du dynamisme et donc de l'arrogance. Même les Etats-Unis, l'allié obligé et indispensable, semblent surtout mobilisés par leur offensive diplomatique en Chine.

Mais Izanagi n'a pas fait qu'inventer le Japon et symboliser le redressement économique. « Je détruirai mille êtres que tu créeras chaque jour », lui a lancé sa compagne en colère enfermée dans les enfers. « Eh bien, j'en créerai 1.500 ! », s'est-il écrié. Le problème, c'est qu'aujourd'hui le dieu de la création shinto semble avoir perdu la main et qu'il crée de moins en moins de petits Japonais. En 2005, le Japon a été le premier pays industrialisé à entrer officiellement dans la « récession démographique ». En 2050, le pays devrait afficher une population de 90 millions d'habitants, contre 127 millions aujourd'hui. Cela ne serait pas forcément un problème dans un pays aussi dense, si cela ne signifiait aussi une hausse considérable de la population âgée par rapport à celle des jeunes. Avec des conséquences sur la production, les équilibres sociaux et sur la désertification des campagnes. Déjà 20 % des Japonais de plus de 65 ans continuent à

travailler. Et comme à Tokyo personne ne veut entendre parler d'une éventuelle ouverture des frontières aux travailleurs immigrés, la situation semble bloquée. D'autant que, recevant peu d'étrangers, le Japonais s'exporte peu également. Sa diaspora est faible dans un monde ouvert où le croisement des cultures et la mobilité des hommes est un gage d'efficacité. Les Chinois en ont fait un levier puissant. Ils inondent les universités américaines et les centres de recherche.

Le Japon a donc de bonnes raisons de déprimer. Mais en a-t-il finalement plus que nous ? Après tout, la deuxième puissance mondiale conserve un PIB par tête supérieur à celui de l'Allemagne ou des Etats-Unis et sa consommation intérieure reste plus forte que celle des grands pays européens. Il dispose en outre d'atouts considérables. On pourrait en citer au moins trois. D'abord, son étonnante cohésion sociale. Très homogène, la société japonaise, si elle est peu ouverte, présente en revanche le profil d'un monde policé où la délinquance est faible et le sens du collectif encore fort développé. Une caractéristique qui rend la jonque nipponne plus lente à manœuvrer par petit temps, mais bien plus fiable dans la tempête.

Son deuxième atout est, bien sûr, ses entreprises. La vitalité des Toyota, Honda, Canon ou Matsushita impose le respect. Prompts à l'auto-dénigrement, beaucoup d'experts japonais fustigent le tropisme manufacturier de ces grands groupes obsédés par la qualité du produit et leur peu de talent pour le marketing ou le design, qui fait la fortune d'un Apple ou d'un BMW. Le seul succès spectaculaire de Nintendo face à des géants comme Sony et Microsoft – sur la seule base de son talent marketing – fait mentir les détracteurs de lieux communs.

Le troisième atout flagrant, et le moins mis en avant dans l'Archipel, c'est celui de l'émergence d'un véritable « soft power », d'une culture vivante qui, de la littérature au cinéma en passant par les inévitables « manga » et le jeu vidéo, prouve la vitalité d'une société en mouvement et qui sait séduire au-delà de ses frontières. Or l'exemple américain démontre que la culture et son corollaire commercial, le divertissement, sont des éléments stratégiques de la puissance d'une nation.

Le Japon ne serait-il alors qu'un malade imaginaire victime de langueur mélancolique, ce spleen que Baudelaire avait popularisé au XIX^e siècle et qui touche une partie de sa jeunesse ? Pas vraiment, mais en ouvrant le débat le premier sur le déclin de nos sociétés industrielles et en tentant d'imaginer des solutions, il tend un miroir déformé à notre vieille Europe, plus ouverte et diverse, mais qui, sur bien des points, partage les mêmes angoisses.

PHILIPPE ESCANDE est éditorialiste aux « Echos ». pescande@lesechos.fr

LA CHRONIQUE DE FAVILLA

La force du bon sens

Ne mégotons pas : jeudi soir à la télévision, Nicolas Sarkozy était excellent. Dans un style exactement opposé à celui de François Mitterrand, tout en lignes droites et courtes là où l'autre était tout en lignes longues et courbes, il a montré la même maîtrise de cet outil de communication. A l'écouter, on ne cessait de se dire : « C'est le bon sens même, il a évidemment raison ! » Il y a quelque chose de l'hyponèse dans cette force du bon sens qui émane de la parole et de la gestuelle présidentielles.

Néanmoins, une fois éteint le petit écran, on est pris d'un léger doute : tout est-il vraiment si simple ?

3 % de croissance ? Il suffit d'aller les chercher, nous dit l'oracle élyséen. Mais comment est-ce possible si le moteur mondial de la croissance américaine s'enraye et si, en France, on gaspille l'argent public en cadeaux fiscaux au lieu de tout mettre sur la compétitivité et la réduction de la dette ? Sur l'immigration, on vante la séduisante idée de quotas. Mieux vaudrait, en effet, faire venir des

personnes qualifiées dans les professions dont notre économie a besoin et ne pas accepter les autres. Mais, concrètement, cette politique a mal fonctionné partout où elle a été tentée, car elle laisse intact le problème des clandestins ; seuls les pays géographiquement isolés comme l'Australie parviennent, à peu près, à réguler de la sorte leurs flux migratoires. Plus important, mais beaucoup plus compliqué, serait de traiter la question de l'entrée des clandestins aux frontières de l'Union européenne. Sur les dépenses de santé, « je ne peux pas tout payer, je ne fabrique pas l'argent », nous répète monsieur Bon Sens, sortant de sa poche l'idée basique de la franchise, celle que tous les automobilistes connaissent depuis la nuit des temps. Élémentaire, mon cher Watson. Oui, mais cette idée de type assurantiel est en rupture complète avec la tradition solidariste qui a fondé la Sécurité sociale. Cela mériterait, pour le moins, un instant de réflexion, ainsi qu'une étude sérieuse de l'alternative proposée par Martin Hirsch

d'un bouclier social qui, elle, respecte l'esprit de ce pilier de la société française.

Sur le travail, il faut permettre à ceux qui veulent gagner plus de travailler plus, même le dimanche. Cela va de soi ! Et même la nuit, même les femmes et les enfants, même 24 heures sur 24, si telle est la volonté des individus libres ? La législation a progressivement régulé, encadré, le travail de masse depuis l'avènement de l'ère urbaine et industrielle à la fin du XIX^e siècle. Elle fut la réponse de la République sociale au libéralisme total, dont Lamennais disait qu'il introduit le renard libre dans le poulailler libre. Ne faut-il pas réfléchir un peu plus avant de rompre, sans aucune concertation sociale, avec cette longue tradition ?

Mais qu'est-ce qui m'arrive ? Tout était si simple en écoutant le président, et me voilà à nouveau tout embrouillé. Heureusement, il va vite revenir à la télé remettre le bon sens dans ma pauvre tête.

Les Echos

16, rue du 4-Septembre, 75112 Paris Cedex 02
Tél : 01.49.53.65.65 - Fax : 01.49.53.68.00
Site Web : <http://www.lesechos.fr>

Directeur de la rédaction : Erik Izraelwicz
Directeur adjoint de la rédaction : Henri Gibier

Rédacteurs en chef : Françoise Crouigneau (International) ; Michel Dabaji (lesechos.fr) ; Odile Esposito (adjointe, lesechos.fr) ; Pierre-Angel Gay (Finance-Marchés) ; Jean-Claude Hazera (Week-end) ; Marguerite Laforce (Enquêtes, Carnet) ; Patrick Lamm (Industrie, High-tech et Services) ; Dominique Seux (France et Régions) ; Rédacteur en chef technique : Jean-Pierre Philbert ; Rédacteur en chef technique adjoint : Didier Boileau ; Rédacteur en chef « Editing » : Eric Béziat ;

Editorialistes : Philippe Escande, Françoise Fressoz, Jean-Marc Vittori ; Renaud Belleville, Sabine Delanglade (Entreprises et Marchés) ; Jacques Hubert-Rodier (Politique internationale).

Directeur de la publication : David Guiraud
Directeur délégué : Michel Abouchahla

FABRICATION : Photocomposition-photogravure : Boëtie Compo
Impression : Irvy (Le Monde)
Rennes (Ouest-France)
Toulouse (La Dépêche du Midi)
Montpellier (Midi Libre) - Mulhouse (L'Alsace)

Tirage du 21 septembre 2007 : 210.830 exemplaires
Membre de OJD-Diffusion contrôle
CPAP : 0411 C 83015

Toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation expresse de l'éditeur (loi du 11 mars 1957)

Édité par Les Echos, SA au capital de 794.240 € - Durée : 99 ans à compter du 2 avril 1945 - Principal associé : Pearson

Groupe Les Echos
Président : David Bell

Directeur général-Directeur des publications : David Guiraud

PUBLICITÉ : Echafi Régie
Tél : 01.49.53.65.65 - Fax : 01.49.53.68.22
Directeur général : Nicolas Wattinne
Directeur général adjoint : Véronique Jacqueline
Publicité commerciale : Yves Bouillet
Publicité financière : Roberto Zerbin
Publicité de recrutement : Julie Le Corre
Publicité internationale : Jean-Baptiste Pesle

MARKETING-DIFFUSION
Directeur : Jean-Claude Pinel
SERVICE ABONNEMENTS LES ECHOS 62067 Arras cedex 9
Tél : 0.825.870.871 - Fax : 03.21.74.92.75
du lundi au vendredi de 9 h à 18 h